

Vu la communication à la Commission européenne, le 16 août 2012, en application de l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu la possibilité d'obtenir une exemption de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable conformément à l'article 19/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, et qu'il ressort dans le cas présent qu'une évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable n'est pas requise, étant donné que cela concerne un projet d'arrêté royal qui ne doit pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des Ministres;

Vu l'avis n° 52.785/1 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 9 de l'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif au commerce de détail de certaines denrées alimentaires d'origine animale, le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 2.** Dans l'annexe I<sup>re</sup>, chapitre VI de l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, le point 2 est remplacé par ce qui suit : « 2. Lorsque les denrées alimentaires doivent être réchauffées, conservées ou servies chaudes, le réchauffement doit s'effectuer rapidement et elles doivent être maintenues en permanence à une température à cœur de minimum 60 °C. ».

**Art. 3.** Le ministre qui a la sécurité de la chaîne alimentaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 16 augustus 2012, met toepassing van artikel 8, lid 1, van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op de mogelijkheid tot het bekomen van een vrijstelling van de noodzaak om een duurzame ontwikkelingsbeoordeling uit te voeren conform artikel 19/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, waaruit blijkt dat in onderhavig geval een effectbeoordeling niet noodzakelijk is, aangezien het een ontwerp van koninklijk besluit betreft dat niet het voorwerp moet uitmaken van overleg in de Ministerraad;

Gelet op het advies nr. 52.785/1 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 9 van het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende de detailhandel in bepaalde levensmiddelen van dierlijke oorsprong wordt paragraaf 2 opgeheven.

**Art. 2.** In bijlage I, hoofdstuk VI van het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne, wordt het punt 2 vervangen als volgt : « 2. Wanneer levensmiddelen opgewarmd, warm bewaard of warm opgediend moeten worden, moeten zij zo vlug mogelijk worden opgewarmd en moeten zij voortdurend op een inwendige temperatuur van ten minste 60 °C worden bewaard ».

**Art. 3.** De minister bevoegd voor de veiligheid van de voedselketen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2013/31264]

15 MARS 2013. — Arrêté 2013/128 du Collège de la CCF modifiant l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

Vu l'article 36quater de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle du 11 janvier 2013;

Sur la proposition du membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 1<sup>o</sup> L'Institut : l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle créé par le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 ».

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans les articles 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 3<sup>o</sup>, 2, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 17, 22, 24, 25 et 28 du même arrêté, le mot « Office » est chaque fois remplacé par le mot « Institut ».

§ 2. Dans les articles 1<sup>er</sup>, 6, 11, 12, 14, 15, 25 et 26 du même arrêté, les mots « l'administrateur général » sont chaque fois remplacés par les mots « le directeur général ».

**Art. 3.** Dans l'article 26 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Le comité de gestion fixe les conditions auxquelles la formation individuelle, la formation collective et le stage de transition sont dispensés dans une entreprise. »

**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 29 rédigé comme suit :

« Art. 29. § 1<sup>er</sup>. Par stage de transition, on entend la formation prévue à l'article 2 du présent arrêté pour laquelle un demandeur d'emploi, appelé stagiaire, est envoyé auprès d'un fournisseur de stage afin de faire connaissance avec le marché du travail.

§ 2. Le fournisseur de stage peut être toute entreprise, association sans but lucratif ou autorité publique.

§ 3. Sont visés les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits auprès du service régional d'emploi, titulaires au maximum d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et n'ayant pas fait l'objet d'une transmission de données telle que reprise à l'article 36<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§ 4. 1<sup>o</sup> Le stage de transition prend cours au plus tôt après le sixième mois et au plus tard le dernier jour du stage d'insertion professionnelle.

2<sup>o</sup> Le stage de transition s'effectuer à temps plein et a une durée de minimum 3 mois et de maximum 6 mois. La moitié du stage peut se dérouler en dehors de l'entreprise dans le cadre d'un projet de formation ou d'accompagnement approuvé par l'Institut.

§ 5. Un contrat de formation professionnelle est conclu pour un stage de transition entre le fournisseur de stage, le stagiaire et l'Institut.

§ 6. Le stagiaire bénéficie de l'indemnité et de l'allocation de stage visées à l'article 36<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup> et § 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

§ 7. Le stagiaire en stage de transition est assuré contre les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail. A cet effet, l'Institut conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui leur garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail. »

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2013.

**Art. 6.** Le membre du Collège de la Commission communautaire française ayant la formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 2013.

Par le Collège :

Ch. DOULKERIDIS,  
Ministre-Président du Collège

R. MADRANE,  
Ministre, Membre du Collège  
chargé de la Formation professionnelle

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[2013/31264]

**15 MAART 2013. — Besluit 2013/128 van het College van de FGC tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapcommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op artikel 36<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding van 11 januari 2013;

Op voordracht van het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie belast met de Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding wordt 1° vervangen door wat volgt: « 1° Het Instituut: het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding opgericht door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 ».

**Art. 2.** §1. In de artikelen 1, 2° en 3°, 2, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 17, 22, 24, 25 en 28 van hetzelfde besluit, wordt het woord « Instantie » telkens vervangen door het woord « Instituut ».

§ 2. In de artikelen 1, 6, 11, 12, 14, 15, 25 en 26 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de algemeen bestuurder » telkens vervangen door de woorden « de algemeen directeur ».

**Art. 3.** In artikel 26 van hetzelfde besluit wordt lid 2 vervangen door wat volgt: « Het beheerscomité stelt de voorwaarden vast waarvan de individuele opleiding, de collectieve opleiding en de instapstage in een onderneming zijn vrijgesteld. »

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 29 ingevoerd dat luidt als volgt :

« Art. 20. § 1. Onder instapstage wordt de opleiding verstaan voorzien in artikel 2 van dit besluit waarvoor een werkzoekende, stagiair genoemd, naar een stageverlener wordt gestuurd teneinde kennis te maken met de arbeidsmarkt.

§ 2. De stageverlener kan iedere onderneming, vereniging zonder winstoogmerk of oveheid zijn.

§ 3. Worden bedoeld de niet-werkende werkzoekenden die ingeschreven zijn bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, houder zijn van maximum een diploma of certificaat van het hoger secundair onderwijs en die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een overdracht van gegevens zoals opgenomen in artikel 36<sup>quater</sup>, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

§ 4. 1° De instapstage vangt ten vroegste aan na de zesde maand en ten laatste op de laatste dag van de beroepsinschekelingsstijd.

2° De instapstage wordt voltijds uitgevoerd en duurt minimum 3 maanden en maximum 6 maanden. De helft van de stage kan verlopen buiten de onderneming in het kader van een opleidings- of begeleidingsproject goedgekeurd door het Instituut.

§ 5. Een beroepsopleidingscontract wordt afgesloten voor een instapstage tussen de stageverlener, de stagiair en het Instituut.

§ 6. De stagiaire geniet van de stagevergoeding en -toelage bedoeld in artikel 36<sup>quater</sup>, § 1, lid 1, 8° en § 4, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

§ 7. De stagiaire die een instapstage doorloopt is verzekerd tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk. Hiertoe sluit het Instituut een polis bij een erkende verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie of bij een erkend gemeenschappelijk verzekeringsfonds, die gem hetzelfde voordelen waarborgt als deze die ten laste van de verzekeraar gelegd zijn bij de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971. »

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2013.

**Art. 6.** Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat Beroepsopleiding onder zijn bevoegdheden heeft, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 2013.

Voor het College :

Ch. DOULKERIDIS,  
Minister-Voorzitter van het College

R. MADRANE,  
Minister, lid van het College,  
bevoegd voor Beroepsopleiding